

Infos Gaza 690 bis

Gaza : un blocus de plus en plus dur



« Ils nous reprochent d’être vivants ... mais bon sang ! Cette accusation est forgée de toutes pièces ! » L’amertume sarcastique de cette remarque écrite par Mohamed Abou Shar, un citoyen gazaoui, résume le désespoir accumulé par le manque d’accès aux nécessités basiques de la vie à Gaza, victime d’un blocus économique depuis 2006. Même les voies existantes aux biens essentiels ont été fermées.

Fayza Al-Louh, 48 ans, observe son fils Zaïd, 19 ans, qui étudie pendant une coupure de courant à Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza (photo : AP)

Parmi les répercussions des événements politiques en Égypte, économiquement Gaza souffre plus que jamais auparavant, et il n’y a aucun répit en vue. À l’ouest et au sud, beaucoup de tunnels ont été noyés et l’ouverture des barrages, côté israélien, a entraîné des inondations qui ont endommagé des centaines d’hectares sur les sites et les localités suivantes Sofa, Shokah, Fokhari, Al-Salqa Valley, Moghragh, Gaza Est et Beit hanoun.

Amr Hijazi, confie à Al-Ahram Weekly : « Le seul espoir qui me reste maintenant est de quitter Gaza pour n’importe quel endroit qui offre des moyens de subsistance ». Il ajoute que son sentiment est partagé par des milliers d’autres jeunes Palestiniens où la pauvreté et le chômage sont monnaie courante. « Il n’y a pas d’emplois. Israël pousse les Gazaouis à dépendre uniquement de lui pour se fournir, si bien que nous sommes entièrement à la merci d’Israël. »

C’est le peuple qui paie le prix le plus lourd

Selon Hijazi, le Hamas paie à présent pour sa loyauté envers les Frères Musulmans, qui sont restés au pouvoir en Égypte pendant un an. « Mais c’est le peuple qui paie le prix le plus lourd. Les autorités du Hamas disent que chacun – le peuple comme le gouvernement – souffre du blocus. En fait, l’accès privilégié aux biens dont ont bénéficié les membres du gouvernement n’existe plus, parce que les stocks sont épuisés ».

Abou Shar voit les choses différemment : « Les gens du gouvernement, avec leurs armes, leurs régiments et leurs agences, se tiennent les coudes. Aussi, il est difficile d’imaginer que le mouvement renonce au pouvoir afin de mettre fin au blocus ».

Au Caire, dans certains milieux politiques et officiels, l’idée a circulé que l’Égypte devrait intervenir militairement à Gaza pour renverser le gouvernement du Hamas et y restaurer un gouvernement de l’Autorité palestinienne (AP), mettant fin ainsi à une situation qui aurait des

répercussions dangereuses en particulier dans le Sinaï. Selon le Général Alaa Ezzeddin, directeur du Centre d'Études Militaires, cette idée n'est que « folie ». « Alors que l'Égypte a rétabli sa sécurité et sa souveraineté aux frontières, elle n'a pas oublié le rôle qu'elle se doit de jouer dans la cause palestinienne. Elle doit continuer à travailler pour combler le fossé entre les camps palestiniens rivaux ».

Aggravant encore la détresse des Gazaouis, l'UNWRA a du mal à remplir ses tâches d'assistance humanitaire dans les conditions actuelles du blocus. Le porte-parole de l'UNWRA à Gaza, Adnan Abou Hasna, a déclaré à Ahrām Weekly que la crise « s'est aggravée au-delà de tout niveau acceptable », vu les répercussions sans précédent de certaines pénuries. « Par exemple, le manque d'électricité affecte le système de traitement des eaux usées, qui est complètement hors d'usage. Le manque de carburant affecte les boulangeries, qui ne peuvent plus fournir le pain. Les pénuries ont affecté le secteur de la pêche, les hôpitaux – tout. On n'est plus en mesure de survivre à Gaza. Tout s'est arrêté. Même les municipalités ne sont plus en mesure de collecter les ordures et de nettoyer les rues. C'est devenu banal d'apprendre qu'une opération chirurgicale s'est faite à la lueur de bougies. Les étudiants doivent étudier à la bougie ».

Abou Hasna résume la situation comme suit : « Le blocus se durcit et les appels à l'aide ne sont pas entendus ». Il ajoute : « Nous, à l'agence UNWRA, nous sommes en contact quotidien avec le bureau du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon et avec le côté israélien afin de faire bouger les choses pour soulager la crise. Jusqu'à présent il n'y a pas eu de résultats positifs tangibles, et je ne vois aucun signe de solution dans un avenir proche ».

"Que le passage Karam Abou Salem [le seul passage commercial] ne soit ouvert que pour une poignée de biens de consommation, alors que toute l'activité industrielle et exportatrice est étranglée, voilà qui contrevient à toutes les lois et à toutes les conventions sur les droits humains".

Mais si certains Palestiniens reprochent à d'autres arabes d'ignorer leur détresse, voire d'en rajouter, ils sont unanimes à blâmer Israël en tant que principal coupable. Comme le dit Abou Hasna : « avant tout, c'est Israël qui est responsable de la détresse. En droit international, Gaza est un territoire occupé et la puissance occupante a la responsabilité de fournir les biens de nécessité vitale. C'est ce que Israël ne fait pas »

3 décembre 2013 - Ahrām Weekly –

Ziad Medoukh de retour à Gaza le 23 décembre suite à une tournée en France écrit :

« Nouveaux raids israéliens sur Gaza au soir de ce jeudi 26 décembre 2013

L'aviation israélienne bombarde de nouveau la bande de Gaza ; l'armée poursuit ses attaques contre les civils ; 5 localités ont été bombardées au centre et au sud de la bande de Gaza

A ma connaissance il y a 4 blessés. Les F 16 israéliens sont toujours dans le ciel de Gaza

L'armée israélienne continue d'envoyer ses cadeaux de Noël aux enfants.

Le blocus, la tempête et les inondations ne suffisent pas : Pour Noël Israël veut gâter les Gazaouis par ses bombes. C'est ainsi qu'il nous envoie ses souhaits du nouvel an.

Jusqu'à quand ces agressions permanentes contre les civils ? Où est le monde dit libre ?

Malgré ces nouvelles attaques israéliennes, notre population est confiante

Malgré ces bombes, nous sommes plus que jamais déterminés

Nous résistons et nous existons. »

Cette information n'a aucun lien avec la bande de Gaza. Elle mérite cependant d'être connue des lecteurs de « infos Gaza »

Plan sioniste pour amener des milliers de Juifs français dans ses colonies en Palestine occupée.

28/12/2013



Nazareth – CPI

Certaines sources de la presse israélienne ont révélé un plan du gouvernement qui vise à amener des milliers de Juifs de France pour les installer dans les territoires palestiniens occupés.

Le journal Maariv a fait état dans son édition d'hier 27/12 du fait que le gouvernement d'occupation va approuver un plan ayant pour objectif d'amener des milliers de Juifs de France dans les territoires palestiniens et ce plan sera subventionné par les gouvernements israélien et français.

Le journal a souligné que la mise en œuvre du plan de transfert des Juifs de France dans les territoires palestiniens occupés se fera au cours des quatre premiers mois de l'année 2014, car le gouvernement israélien cherche à en augmenter le nombre. Cette année a connu la migration de dizaines de milliers de colons venus des États-Unis, de Grande-Bretagne et du Canada, selon les données officielles.

Le journal a aussi noté que les ministères compétents ont formé, il y a plusieurs mois, une équipe chargée des Juifs à travers le monde pour étudier les raisons pour lesquelles une grande partie d'entre eux vivent dans des pays à l'étranger refusent d'immigrer sur le territoire de la Palestine occupée.

Les conclusions de cette équipe sont d'encourager la migration de ces Juifs vers les territoires palestiniens en leur fournissant des postes de travail et des lieux de résidence ainsi que l'admission de leurs enfants dans les établissements scolaires.

Pour mettre en œuvre ces recommandations, le gouvernement israélien a l'intention de prendre des décisions concrètes pour faciliter le processus de l'installation des Juifs dans les territoires occupés, selon le journal.

